



Revue de presse



Lundi 21 Mars 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances: la BNA lance la carte CIB prépayée

La Banque nationale d'Algérie (BNA), a procédé au lancement "exclusif" de la carte interbancaire (CIB) prépayée, a-t-elle annoncé lundi dans un communiqué.

"Cette carte interbancaire, destinée aux particuliers, est octroyée gratuitement aux clients de la Banque titulaires d'un compte chèque ou d'un compte épargne", a précisé la même source.

Ces derniers la rechargent par virement et la remettent à une tierce personne (à qui ils veulent), explique la BNA. Cette carte permet également les consultations de solde du compte "Prepaid" via DAB et GAB et les consultations des dix dernières opérations monétiques du compte "Prepaid" via DAB et GAB, selon la BNA.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La BADR lance lundi l'activité de la finance islamique à El-Ménéa

La Banque de l'Agriculture et du développement rural (BADR) lancera lundi l'activité de la finance islamique au niveau de son agence locale d'El-Ménéa, a-t-elle annoncé dimanche dans un communiqué. Cet évènement coïncidera avec le 40e anniversaire de la création de la BADR, lit-on dans le communiqué.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Importation des marchandises destinées à la revente en l'état : l'amendement du certificat de respect concerne uniquement les certificats établis à partir du 15 février

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations informe les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation des matières premières et des marchandises destinées à la revente en l'état, que l'amendement du modèle de certificat attestant du respect des conditions d'importation ne concernera que ceux établis à partir du 15 février dernier, tandis que les certificats extraits avant cette date demeurent en vigueur jusqu'à la date de leur expiration.



AVEC DES IMPORTATIONS QUI REPRÉSENTENT 90% DES BESOINS

L'Algérie dispose de cinq mois de stock de blé tendre

L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) se charge du programme d'importation et de constitution du stock stratégique de céréales, qui devrait suffire d'ici à août 2022. Les assurances du gouvernement concernant la sécurisation des approvisionnements de l'Algérie en céréales en cette période de conflit entre la Russie et l'Ukraine se poursuivent. Hier, le ministre de l'Agriculture et du développement rural (MADR), Mohamed Abdelhafid Henni, est encore revenu sur cette question cruciale.

Dans un contexte toujours volatil sur le marché des céréales, il a rassuré sur la disponibilité de stocks, notamment ceux de blé dur. Le ministre a en effet précisé, sur les ondes de la Radio nationale, que le pays détient un «stock suffisant jusqu'à la fin de l'année 2022», ajoutant que «le stock du blé tendre suffira jusqu'au mois d'août 2022». C'est-à-dire de quoi couvrir les besoins pendant cinq mois pour un blé dont les quantités nécessaires sont assurées majoritairement par les importations à hauteur de 90%, contrairement au blé dur. «En plus de la production nationale de céréales, les approvisionnements seront honorés par les fournisseurs traditionnels de l'Algérie», a-t-il indiqué dans ce sillage. Et de souligner que les capacités de stockage dont dispose le pays peuvent atteindre les 66 millions de quintaux (q). «Le pays dispose d'espaces de stockage suffisants, dépassant les 44 millions de quintaux.

Avec l'apport des capacités de stockage au niveau des minoteries et des semouleries, ces capacités s'élèveront à 66 millions de quintaux», a-t-il expliqué. Le 17 mars, devant les députés, le ministre a indiqué que l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) se charge du programme d'importation et de constitution du stock stratégique de céréales, qui devrait suffire d'ici à août 2022. Auparavant, précisément en janvier 2022, le ministre avait

évalué les capacités de stockages de l'OAIC à 28 millions de quintaux, soit moins 16 millions de quintaux par rapport au chiffre révélé hier. Ce qui suscite des interrogations sur les capacités réelles de l'OACI qui, pour rappel, n'a collecté en 2021 que 13 millions de quintaux de blé sur une production globale de 27 millions. Une production en forte baisse (moins de 34%) par rapport à celle de 2020.

UNE PRODUCTION EN BAISSSE ET DES BESOINS EN HAUSSE

La tendance s'annonce identique cette année, avec la faiblesse de la pluviométrie, selon Arezki Mekliche, professeur à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA), contacté hier à cet effet. Spécialiste en céréaliculture, Arezki Mekliche prévoit une faible production cette année. «Si à l'est et au centre du pays, il est possible de rattraper la situation après la période de sécheresse, à l'Ouest où la production représente le tiers de la moyenne nationale, ce n'est pas évident. Ce qui va impacter négativement sur la récolte globale prévue en deux parties, en mai pour le Sud et en juin-juillet pour le Nord», nous explique-t-il. Et d'ajouter : «Si on arrive à produire cette année 30 millions de quintaux, ça sera un miracle. Nous allons continuer à dépendre du marché international pour nos approvisionnements en blé pour encore longtemps, avec des besoins estimés annuellement à 100 millions de quintaux, dont 80 à 90% proviennent des importations.»

Pour M. Mekliche, tant que l'aspect technique n'est pas pris efficacement en charge, les rendements resteront faibles. «Il ne suffit pas de parler. On doit mettre les moyens, que ce soit pour le financement, la mécanisation agricole ou l'accès aux intrants.» A ce sujet, le ministre a assuré, jeudi dernier, que l'OAIC prépare la campagne de labour-semences et moisson-battage par l'approvisionnement des céréaliculteurs en intrants de production (semences et engrais) mais aussi d'engins de labour et de moisson. Et ce, en sus de l'accompagnement technique et financier des agriculteurs. Cependant, sur le terrain, le manque d'efficacité dans la mise en œuvre des mesures porte un coup dur à une filière de plus en plus exposée aux aléas du marché international, comme c'est le cas actuellement. Certes, l'Algérie, qui a diversifié ses fournisseurs en blé, est pour l'heure épargnée par la crise des céréales avec l'enchérissement des prix des matières premières énergétiques, comme l'a souligné la Banque mondiale (BM) dans son dernier rapport, cependant le risque lié au recours à des mesures protectionnistes par les pays producteurs est à prendre en considération dans ce contexte de tensions sur le marché des matières premières. En plus des prix des céréales, ceux des oléagineux et des produits destinés à l'alimentation des volailles (maïs et soja) sur les marchés mondiaux sont également volatils. Ce qui s'est répercuté sur le marché national.

édé avant la crise russo-ukrainienne à 6000 DA le quintal, le maïs se vend actuellement aux aviculteurs à 9500 DA/q, nous apprend un fournisseur d'aliment pour volailles rencontré au Salon Sipsa Filaha. D'où l'urgence d'accélérer le programme (déjà entamé) de production du maïs fourragé. Et ce, d'autant qu'il s'agit d'assurer la survie d'une filière avicole fortement dépendante des importations.

DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE DANS LA RÉGION MENA.

La Banque mondiale critique la lente marche vers le e-paiement

Un nouveau rapport de la Banque mondiale sur le développement du numérique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord déplore la lente cadence adoptée par les pays de cette région, notamment dans l'utilisation du e-paiement. L'adoption universelle des technologies numériques pourrait «procurer d'immenses bénéfices socioéconomiques, avec à la clé plusieurs centaines de milliards de dollars chaque année et la création de nombreux emplois qui font aujourd'hui défaut», indique le rapport. L'argent mobile, ou paiements dématérialisés, est susceptible, précise la Banque mondiale, de stimuler fortement la croissance économique, surtout qu'il «réduit les coûts d'information qui entravent les transactions économiques... Ces coûts sont d'autant plus faibles que les utilisateurs sont nombreux». Etayant son argumentaire, le rapport de la BM précise que la numérisation complète de l'économie pourrait entraîner une augmentation de 46% sur 30 ans du PIB par habitant. Il s'agit d'un gain à long terme estimé à au moins 1600 milliards de dollars pour la région, note le même rapport. Et d'ajouter que dès la première année, le gain s'élèverait à environ 300 milliards de dollars. Une aubaine pour la création d'emplois. Le rapport souligne ainsi que l'adoption de la numérisation ferait doubler le taux d'activité des femmes à hauteur de 20% sur 30 ans (une progression du nombre de femmes actives de 40 à 80 millions). Ceci, alors que l'emploi dans le secteur manufacturier connaîtrait une hausse d'au moins 5% sur une période de 30 ans, avec pas moins de 1,5 million d'emplois supplémentaires, à raison de 50 000 nouveaux postes chaque année. L'étude pour la région MENA ajoute que le chômage frictionnel (la période d'inactivité temporaire nécessaire pour trouver ou changer d'emploi) pourrait passer de 10 à 7% sur une période de six ans, soit une diminution du nombre de chômeurs de 12 à 8 millions.

«Le temps requis pour concilier les offres et les demandeurs d'emploi est considérablement réduit par l'utilisation des technologies, comme le courrier électronique, les plateformes de recherche d'emploi ou de réseau professionnel», indique le rapport de la BM. Cette dernière relève un paradoxe propre à la région MENA et qui montre que l'adoption des réseaux sociaux par la population est plus élevée par rapport au niveau du PIB. «L'usage d'internet et des outils numériques, tels que les paiements par téléphone mobile, n'est pas à la hauteur des attentes.» Il est utile de souligner que 66% des habitants de la région MENA utilisent internet, contre 61% en Amérique latine et Caraïbes et 54% en Asie de l'Est et Pacifique. Par contre, le niveau d'utilisation des paiements numériques dans les pays en développement de la région MENA (en dehors des pays membres du Conseil de coopération du Golfe) est de seulement 32%, contre 43% en Amérique latine et Caraïbes.

«Cette réticence au recours aux technologies numériques pour les transactions financières est probablement imputable au manque de confiance de la société à l'égard de l'administration publique et des sociétés commerciales», remarque la BM, en sus du poids des réglementations qui complique la transformation numérique.



SELON LA BANQUE MONDIALE :L'Algérie à l'abri d'une pénurie de céréales

L'Algérie ne fait pas partie des pays les plus touchés par la pénurie de céréales due à la crise actuelle en Ukraine, souligne la Banque mondiale dans son dernier rapport. L'institution multilatérale y explique que "les pays exportateurs de pétrole tels que le Qatar, l'Arabie saoudite, le Koweït et l'Algérie, ne seront pas affectés par la crise ukrainienne car ils peuvent améliorer leurs revenus publics et leur balance des paiements extérieurs et, ainsi, leurs taux de croissance". La guerre en Ukraine a affolé les marchés des matières premières ; le cours du blé, par exemple, a atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. Ce conflit est à l'origine de perturbations sur le marché mondial du blé. Néanmoins, quelle que soit la situation du marché, les pays qui ne sont pas encore parvenus à l'autosuffisance alimentaire continueront à importer du blé.

L'Algérie en fait partie ; elle reste un gros importateur de blé. Le pays a modifié, il y a un peu plus d'un an, le régime d'importation de blé, en élaborant des appels d'offres moins exigeants en ce qui concerne la limite du taux de grains punaisés pour le blé à haute teneur en protéines. En révisant ainsi les règles d'éligibilité pour l'importation, définies dans les cahiers des charges, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) a ouvert la voie à beaucoup plus de soumissionnaires intéressés par le marché algérien du blé.

Aujourd'hui, dans de nombreux pays d'Afrique et du Moyen-Orient, la production agricole est structurellement insuffisante et peu productive. Aussi, le principal défi à relever sera l'adoption de pratiques culturales plus productives, adaptées au climat. Ces pays sont plus exposés que d'autres à des risques de pénurie de céréales liées à la crise en Ukraine. D'ailleurs, le rapport de la Banque mondiale souligne que le conflit en Ukraine aura un impact "significatif" et "négatif" sur plusieurs économies de la région, notamment au "Liban, en Syrie, en Tunisie et au Yémen". Ces pays, est-il ajouté, "dépendent principalement de l'Ukraine et/ou de la Russie pour leurs importations en produits alimentaires, notamment de blé et de céréales". Selon la Banque mondiale, le Liban, la Tunisie, la Libye et Djibouti, ainsi que la Gambie, la Moldavie et le Pakistan sont "les plus durement touchés" par les perturbations des exportations de blé de l'Ukraine, qui comprennent jusqu'à "40% ou plus" des importations de blé de ces pays.

Par ailleurs, le rapport de la Banque mondiale a expliqué qu'en plus d'une "pénurie directe" d'approvisionnement des principaux consommateurs de blé ukrainien, la hausse des prix du blé sur le marché "affecterait les pays à revenu intermédiaire du monde entier".

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : Le projet de loi de la haute autorité débattu à l'APN

le projet de loi portant organisation de la haute instance de transparence, de lutte et de prévention de la corruption a été soumis, hier, à débat à l'Assemblée populaire nationale.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a défendu le texte devant, d'après lui, consacrer les plus hauts degrés de transparence et de crédibilité en termes de gestion des affaires publiques». Il a annoncé la révision cette année de la loi relative à la lutte contre la corruption. Une démarche qui s'inscrit, dit-il, dans le cadre des engagements pris par le président de la République. Tabi explique que l'objectif du texte est d'instaurer une nouvelle autorité de lutte contre la corruption, laquelle succédera à l'instance nationale de prévention de la corruption ayant, selon lui, «montré ses limites».



Les directeurs de wilayas de la formation et l'enseignement professionnels en formation : Définir les options stratégiques et renforcer le contrôle des finances

Les 58 directeurs de wilayas de la formation et l'enseignement professionnels bénéficient, depuis hier, d'une session formation de trois jours sur la réforme budgétaire, tenue à l'Institut National de Formation et d'Enseignement Professionnels d'El Biar (Alger).



Balise : Un saut qualitatif

La lutte contre la corruption est une question prioritaire. Le renforcement des fondements d'un Etat de droit, les principes de la bonne gouvernance, la consécration des valeurs d'intégrité, de responsabilité et de transparence dans la gestion des biens et des deniers publics ne peuvent prévaloir à l'ombre de la concupiscence, des passe-droits et des privilèges indus. Dans un passé assez proche de nous, les blanchiments d'argent, le trafic d'influence, les malversations dans la conclusion de marchés publics, les détournements d'importantes sommes d'argent et autres pratiques délictueuses, étaient une règle. Leur coût est infiniment élevé. Les conséquences sont déplorables et donnaient l'impression d'un pays incapable de faire face à ce phénomène.

Nouvelle procédure de certification au niveau des ports: Des importateurs dans la tourmente

Certains importateurs sont dans le désarroi face aux « soucis » administratifs imposés par l'application, depuis le 13 mars dernier, d'une nouvelle procédure de certification au niveau des ports, indique l'Association de protection du consommateur et de son environnement (APOCE).

Un tissu économique fragile

Le monde de l'entreprise va-t-il bien en Algérie? Rien n'est moins sûr au vu des données sur le terrain. Récemment, la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), anciennement le Forum des chefs d'entreprises (FCE), a établi un diagnostic des plus sinistres.

En effet, depuis fin 2019, l'Algérie recense seulement 1,2 million d'entreprises ! Un chiffre assez insignifiant pour un pays qui compte près de 45 millions d'habitants.



بنسبة 26 بالمائة حسب تقرير حديث للبنك الدولي: الجزائر الثانية مغاربيا في تعميم الدفع الإلكتروني

كشف تقرير حديث للبنك الدولي يحمل عنوان «إيجابيات التكنولوجيا الرقمية لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا» أن 48 بالمئة من الجزائريين يستخدمون الانترنت منهم 26 بالمائة يعتمدون تقنية الدفع الإلكتروني، وصنف هذا التقرير الجزائر الثانية مغاربيا في تعميم معاملات الدفع الإلكتروني، بعد تونس بـ29 بالمائة وقبل المغرب بـ17 بالمائة وليبيا التي تعاني ضعفا في استعمال الانترنت بـ20 بالمائة.

FINANCE

La BNA lance la carte CIB prépayée

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a procédé au lancement «exclusif» de la carte interbancaire (CIB) prépayée, a-t-elle annoncé dans un communiqué.

«Cette carte interbancaire, destinée aux particuliers, est octroyée gratuitement aux clients de la banque titulaires d'un compte chèque ou d'un compte épargne», a précisé la même source.

Ces derniers la rechargent par virement et la remettent à une tierce personne (à qui ils veulent), explique la BNA.

Elle permet à son porteur d'effectuer des opérations de retrait et de paiement sur des fonds réservés au préalable à cet effet.

Selon la BNA, le titulaire du compte principal peut octroyer plusieurs cartes prépayées à différentes personnes. Cependant, il ne peut octroyer

plus d'une carte pour le même porteur. Elle indique également que la carte CIB prépayée permet d'effectuer différentes opérations bancaires, à savoir les paiements via les terminaux de paiement électroniques (TPE), les paiements sur internet pour les web-marchands adhérents au réseau monétique interbancaire, les retraits d'espèces sur les distributeurs automatiques de billets (DAB) connectés au réseau monétique interbancaire et les guichets automatiques de la BNA (GAB), connectés au réseau monétique interbancaire et les guichets automatiques de la BNA (GAB).

Cette carte permet également les consultations de solde du compte «Prepaid» via DAB et GAB et les consultations des dix dernières opérations monétiques du compte «Prepaid» via DAB et GAB, selon la BNA.

APS

BAD

Un plan accéléré d'un milliard de dollars pour stimuler la production de blé en Afrique

UN PLAN accéléré d'un milliard de dollars, visant à stimuler la production de blé en Afrique, devrait être mis en place pour éviter les éventuelles pénuries alimentaires, a annoncé le président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina. Dans une interview à l'agence Bloomberg, M. Adesina a indiqué que la BAD «lève actuellement des fonds pour aider 40 millions d'agriculteurs africains à utiliser des technologies résistantes au climat et à augmenter leur production de variétés de blé tolérantes à la chaleur et d'autres cultures». «Nous allons vraiment intensifier nos efforts pour mobiliser cet argent», a affirmé M. Adesina. Et de souligner : «S'il y a un moment où nous devons vraiment augmenter de manière drastique la production alimentaire en Afrique, pour sa sécurité alimentaire et pour atténuer l'impact de cette crise alimentaire découlant de cette guerre, c'est maintenant». Evoquant l'impact des tensions stratégiques récentes sur le marché des céréales, le chef du plus grand prêteur multilatéral du continent estime que les risques étaient particulièrement «élevés» en Afrique, où «quelque 283 millions de personnes souffraient déjà de la faim avant le début de la crise ukrainienne». Le plan de la BAD vise à «augmenter la production de blé, de riz, de soja et d'autres cultures pour nourrir environ 200 millions d'Africains», fait savoir M. Adesina, ajoutant qu'une réunion des ministres des Finances et de l'Agriculture du continent est prévue pour discuter de la meilleure façon de le financer.

R. E.

SECTEUR DES FINANCES

La BNA lance la carte CIB prépayée

La Banque nationale d'Algérie (BNA), a procédé au lancement "exclusif" de la carte interbancaire (CIB) prépayée, a-t-elle annoncé lundi dans un communiqué. "Cette carte interbancaire, destinée aux particuliers, est octroyée gratuitement aux clients de la Banque titulaires d'un compte chèque ou d'un compte épargne", a précisé la même source. Ces derniers la rechargent par virement et la remettent à une tierce personne de leur choix, explique la BNA. Elle permet à son porteur d'effectuer des opérations de retrait et de paiement sur des fonds réservés au préalable à cet effet. Selon la BNA, le titulaire du compte principal peut octroyer plusieurs cartes prépayées à différentes personnes. Cependant, il ne peut octroyer plus d'une carte pour le même porteur. Elle indique également que la carte CIB prépayée permet d'effectuer différentes opérations bancaires, à savoir les paiements via les terminaux de paiement électroniques (TPE), les paiements sur Internet pour les Web-marchands adhérents au réseau monétique interbancaire, les retraits d'espèces sur les distributeurs automatique de billets (DAB) connectés au réseau monétique interbancaire et les guichets automatique de la BNA (GAB), connectés au réseau monétique interbancaire et les guichets automatique de la BNA (GAB). Cette carte permet également les consultations de solde du compte "prepaid" via DAB et GAB et les consultations des dix dernières opérations monétiques du compte "prepaid" via DAB et GAB, selon la BNA.

رئيسة الكنفدرالية العامة للمؤسسات الجزائرية

يجب تطبيق تعليمات الرئيس لتحقيق الإنعاش الاقتصادي

دعت رئيسة الكنفدرالية العامة للمؤسسات الجزائرية سعيدة نفزة، على هامش لقاءها مع أعضاء الكنفدرالية العامة ببرج بوعرييج، إلى تطبيق تعليمات رئيس الجمهورية لتحقيق الإنعاش الاقتصادي وإعادة بعث الاستثمار في الجزائر.

وأكدت رئيسة الكنفدرالية: "يجب فقط تطبيق توجيهات رئيس الجمهورية للخروج من هذا الارتباك"، واعتبرت أن مخلفات ما وصفته بالعصابات وراء المشاكل التي يعيشها السوق الجزائري من ندرة وتذبذب، وأكدت أن أولى الخطوات التي يجب اتخاذها لمواجهة الوضع

هي إلغاء اقتصاد "المونوبول" ومراجعة القوانين المتعلقة بالقروض بإلغاء ما يسمى الضمان، مقابل إشراف البنك المباشر على توظيف القروض الممنوح في الاستثمار وليس خارجه.

في نفس السياق، شددت سعيدة نفزة في تدخلها أمام المستثمرين على أهمية مراجعة قوانين دفاتر الشروط التي تنجر على مقاس بعض المؤسسات، وأضافت "كيف تكبر المؤسسة إذا لم تُمنح فرصة الحصول على المشاريع؟".

كما طالبت بمراجعة أسعار إنجاز المشاريع في مجال البناء والأشغال العمومية جراء الارتفاع

الكبير لأسعار المواد الأولية كالحديد، وأكدت أن أكثر من 300 مؤسسة قدمت شكوى وهي مهددة بالإفلاس جراء هذه الوضعية، لتستطرد: "من ينجز في هذا الظرف دون مراجعة الأسعار لاشك سيعتمد على الغش، خاصة أن كل الأسعار تضاعفت، ما يهدد عشرات المؤسسات بالإفلاس".

وفي ذات السياق، تساءلت نفزة كيف يسمح بتصدير الحديد والسوق الجزائرية تعاني من عجز فادح أدى إلى ارتفاع جنوني للأسعار؟ وطالبت المسؤولين بالتزول إلى الميدان والوقوف على واقع المؤسسات الاقتصادية التي تعاني من البيروقراطية والمشاكل

المختلفة، ما تسبب في هدر الوقت والمال، قائلة: "رغم وجود الإرادة السياسية من قبل المسؤول الأول، تعمل بعض الأطراف على عرقته بشتى الوسائل"، واعتبرت سعيدة نفزة أن قرار حماية المنتج الوطني من الأولويات، سواء بمنع استيراد المنتجات الأجنبية أو فرض ضرائب إضافية عليها، لتمكين المنتج الجزائري من المنافسة، والاهتمام بالمؤسسات الناشئة والشبانية ومرافقتها، كما أشارت إلى أن "الرئيس رفض قانون الاستثمار من أجل تصحيح التجاوزات وفرض العدالة والشفافية، وفتح المجال لكل الجزائريين".

بويكر مخلوفي

تمنح «مجانا» لزيائن المصرف البنك الوطني يطلق البطاقة البيبنكية مسبقة الدفع

عبر الموزعات الأوتوماتيكية للأوراق والشبابيك الأوتوماتيكية للبنك الوطني الجزائري. وأكد البنك الوطني الجزائري أنه يسعى من خلال تسويق هذا المنتج الجديد إلى ترويج وإثراء باقة منتجاته والتأكيد على مكانته الريادية في السوق. كما تدرج هذه الخطوة، بضيف البيان، في مسار ترجمة مساعي السلطات العمومية الهادفة إلى تعزيز وتحفيز استعمال وسائل الدفع الإلكتروني وكذا تطوير هذه المنتجات التي تسرع وتيرة الشمول المالي وتحسن الخدمات البنكية الإلكترونية. وأشار البيان إلى أن كل المعلومات المتعلقة بالعروض الجديدة للبنك الوطني الجزائري متاحة على صفحات شبكة مواقع التواصل الاجتماعي الرسمية والموقع الإلكتروني للبنك.

الحساب منح العديد من البطاقات البيبنكية مسبقة الدفع لأشخاص مختلفين فيما لا يمكنه منح أكثر من بطاقة واحدة لنفس الحامل. وتسمح البطاقة البيبنكية مسبقة الدفع بإجراء العديد من العمليات المصرفية تشمل إجراء عمليات الدفع على مستوى نقاط البيع المزودة بأجهزة الدفع الإلكتروني وإجراء معاملات الدفع عبر الأنترنت على مواقع تجار الواب المنخرطين في شبكة الدفع ما بين البنوك. ويتعلق الأمر أيضا بإجراء عمليات السحب النقدي على أجهزة الصرافات الآلية المتصلة بشبكة الخدمات المصرفية الإلكترونية ما بين البنوك وعلى الشبابيك الأوتوماتيكية للبنك الوطني الجزائري إلى جانب الأطلاع على رصيد حساب الدفع المسبق وعلى آخر عشر عمليات مصرفية

أعلن البنك الوطني الجزائري، أمس الأحد، في بيان له، عن قيامه بإطلاق البطاقة البيبنكية، الجديدة والحصرية، مسبقة الدفع. أوضحت المؤسسة المصرفية أن هذه البطاقة البيبنكية تمنح «مجانا» لزيائن البنك من الأفراد وأصحاب حسابات الشيكات أو حسابات التوفير، حيث يقدمونها بدورهم إلى أشخاص آخرين أو بالأحرى لمن يريدون. كما تسمح لحاملها بإجراء معاملات السحب والدفع للأموال التي سبق تعبئتها لهذا الغرض، فيقوم الزبون المانح بتعبئة البطاقة «مسبقة الدفع» عن طريق التحويل من حساب الشيكات أو من حساب التوفير. وأشار البنك العمومي إلى أنه يمكن لصاحب




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger